

Paul Hentgen

Renouveau sociétal et postcroissance

Une rencontre ratée !?

« À la longue, ce qui est écologiquement déraisonnable ne saurait être économiquement rationnel [...] Le sens de la rationalisation écologique peut se résumer en la devise « moins mais mieux » » (André Gorz, 1991).

La croissance, encore et toujours

Visant le renversement des idéologies dominantes, estimées dépassées, le renouveau démocratique, la réforme institutionnelle et la modernisation sociétale, le programme gouvernemental 2013-2018 n'ambitionne en revanche pas d'affranchir l'économie du dogme de la croissance, de l'émanciper par rapport à la spirale du toujours plus.

Autrement dit, il n'a pas l'audace de thématiser le changement de paradigme du modèle économique et social hérité des trente glorieuses, sous-tendu par la logique consumériste du jetable, de l'excès et de la compétitivité, ce qui, pourtant, s'impose face au taux de croissance précrise ni atteignable ni par ailleurs souhaitable. Telle est pour le moins notre thèse.

Si le programme gouvernemental fait de la croissance économique, fût-elle qualifiée de durable, soutenable, inclusive et associée au PIBien-être, l'un de ses piliers centraux, il passe complètement sous silence les idées-phares des milieux écologistes, altermondialistes et transitionnalistes de la postcroissance (décroissance soutenable ou sereine) et de la sobriété (simplicité ou frugalité volontaire).

La postcroissance, une vision qui fait son chemin

Le débat sur la postcroissance a pourtant bel et bien lieu. La revue *forum* a notamment abordé cette problématique dans les

La critique de la « folie de croissance » est par ailleurs entérinée dans les statuts de déi gréng datés au 17 octobre 2012, alors qu'elle est déjà moins présente dans la version condensée du 23 février 2013

numéros 296, 306 et 320 consacrés respectivement à la soutenabilité, à la croissance et à Rio+20 (voir aussi l'article de Norry Schneider dans *forum* 340).

Depuis quelques années, le Mouvement écologique (Méco), en partenariat avec d'autres associations comme Caritas et ASTM, tente d'approfondir le débat par le biais de l'invitation de conférenciers de renom international : H.J. Schellnhuber, M. Binswanger, N. Paech, H. Holzinger, U. Schneidewind, J. Randers, R. Loske, H. Welzer, A. Wijkman, B. Härlin, J.-P. van Ypersele... (dans d'autres contextes sont encore intervenus T. Jackson, M.-M. Robin, M. Latif, J. Bové...).

Ces conférences suscitent d'ailleurs l'intérêt d'un public grandissant, et de moins en moins marginal : à l'organisation de certaines de ces conférences furent e. a. asso-

ciés les partenaires médiatiques *paperJam* et *Luxemburger Wort*. Aussi, le *Luxemburger Wort* vient-il de tout dire, en couverture, dans un article consacré à la « crise du logement », crise faite maison s'il en est : « Mit dem Wohnungsbau stellt sich schließlich eine viel grundsätzlichere Frage : Wohin führt der luxemburgische Weg einer ungezügelter Wachstumswirtschaft ? » (LW, 09.04.2014). Bravo !

En effet, la critique du paradigme de la croissance et du statut accordé à l'économie marchande n'est pas le propre des milieux écologistes et altermondialistes, et elle n'est pas nécessairement fondée sur l'économie de la postcroissance solidaire : elle peut également être libérale et conservatrice, et elle peut être centrée sur la critique du lien entre croissance et prospérité ou bien-être (Konrad Ott).

Changement de paradigme ou opération d'écoblanchiment ?

D'après Anders Wijkman (*Bankrupting Nature: Denying our Planetary Boundaries*), nous devrions abandonner les logiques économiques conventionnelles et développer un « business model » capable de produire davantage de justice sociale, économique et environnementale. L'économie verte promue par Rio+20 constituerait un changement de paradigme (économie inclusive, durable, circulaire, multidimensionnelle, etc.), alors que pour

L'auteur est psychiatre et anthropologue.

d'aucuns, elle ne serait qu'une opération d'écoblanchiment, une construction discursive pérennisant les logiques capitalistes et consuméristes par ailleurs critiquées en surface (Edgardo Lander). Ou, pour le dire avec ATTAC : la croissance verte tout comme le développement durable (appuyés par l'OECD) ne seraient que les nouveaux habits de la marchandisation de la terre et de la financiarisation de la nature (vision soutenue par l'UNEP/TEEB (*The Economics of Ecosystems and Biodiversity*)).

Wijkman met le doigt sur le problème aussi évident que sous-thématisé de la croissance démographique : il rejoint par là la position, pessimiste, de Dennis Meadows (coauteur du célèbre rapport *The Limits to Growth*), pour se distinguer de celle de Jørgen Randers (2052 : *A Global Forecast for the Next 40 Years* ; projection d'une stagnation démographique autorégulatrice), alors que le message en matière de résilience est plus optimiste chez Wijkman que chez Randers.

Les problématiques humanitaires et écologiques reliées à l'économie de la démesure et de l'inégalité, que ce soit à l'échelle planétaire, européenne ou nationale sont désormais bien documentées. En somme, ni les incertitudes persistantes dans certains domaines quant à l'évidence basée sur les preuves ni les controverses idéologiques sur les moyens à déployer ne peuvent dispenser de la mise en œuvre de stratégies de redressement efficaces aux différents niveaux de gouvernance cités.

La veille de Rio+20, une déclaration programmatique

Si donc le programme gouvernemental est muet par rapport à la vision d'une société postcroissance (postnéolibérale, postmarchande, postcarbone, etc.), il n'est pas inutile de rappeler que déi gréng l'avaient bien abordée de front en 2012, la veille du second sommet de Rio : « Rio+20, l'avenir que nous voulons vraiment ! » (conférence de presse, 11.6.2012). Citons :

« Remettre la croissance économique à sa place. [...] une croissance aveugle aux dégâts écologiques et sociaux ne peut plus être une option. L'économie doit se libérer

de sa dépendance intellectuelle et mécanique de la croissance. » (p. 4).

« La transition devra être le mot d'ordre pour faire avancer notre monde [...]. Cette transition sera profonde, elle devra changer en profondeur les motivations et les aspirations des politiques actuelles, des modes de production et de consommation. » (p. 6).

« La transition ne réussira dès lors qu'en adoptant une sobriété heureuse. La sobriété signifie l'abandon d'une quête permanente vers un univers matériel en croissance et ose répondre affirmativement à la question des limites possibles. » (p. 8).

La critique de la « folie de croissance » est par ailleurs entérinée dans les statuts de déi gréng datés au 17 octobre 2012, alors qu'elle est déjà moins présente dans la version condensée du 23 février 2013, parue à l'occasion des 30 ans du parti.

Rebelote, la veille des législatives anticipées

À la différence de l'époque de Rio+20, déi gréng font désormais partie de la coalition gouvernementale. Rester à l'ombre face au mythe de la croissance économique (et de la croissance démographique, avec leurs conséquences sur l'extension de l'occupation du sol, la fragmentation des paysages, la perte de biodiversité, etc.) finirait par prendre la coloration de l'opportunisme politique et par discréditer le parti aux yeux d'une partie, pour le moins, de son électorat.

Petit rappel en effet du programme électoral 2013 de déi gréng, dans lequel les termes du précité débat sociétal sur la croissance ont été clairement posés (même si la référence explicite à la sobriété n'y apparaît plus...) :

« Engager une croissance alternative. [...] À présent, tous devraient avoir reconnu qu'une croissance aveugle ne contribue pas à relever les défis de la crise. Il est impossible de poursuivre la consommation démentielle des ressources telle que nous le faisons aujourd'hui. Un pays qui mise sur une croissance aveugle de l'économie est acculé à la ruine car d'ores et

déjà, les coûts sociaux et écologiques de la croissance dépassent de loin son intérêt économique. Votez déi gréng pour : [...] déclasser le produit national brut dans son rôle de principal indicateur ; dire clairement qu'il faut absolument limiter la production gourmande en ressources [...]; engager un large débat de société afin de décider ensemble de nos modes de consommation et de nos objectifs sociétaux. Nous souhaitons ainsi remplacer le pacte pour la croissance et la compétitivité par un pacte pour la prospérité et le développement durable. » (p. 35).

Timide ouverture, dans le programme gouvernemental

Dans le programme gouvernemental, on peut lire au chapitre relatif à « l'éducation pour un développement durable » que « le gouvernement [...] soutiendra un large débat de société afin de décider ensemble de nos modes de consommation et de nos objectifs sociétaux en vue d'un pacte pour la prospérité et le développement durable. » (p. 72).

Le lecteur aura remarqué qu'il s'agit d'une transcription partielle de l'extrait cité du programme électoral vert, cela du bout des lèvres (quid en effet du remplacement du pacte pour la croissance et la compétitivité!), et bien à l'écart du chapitre sur l'économie.

Cela dit, un tel débat devrait être minutieusement préparé, au point où nous en sommes, afin d'éviter à déi gréng de vivre, ironie du sort, la prochaine séance à proprement parler tragique de décrédibilisation politique et de démontage médiatique du genre fabrique de goudron (« um Monkeler » ; voir la lettre afférente du Méco en faveur d'un moratoire).

Comme Claude Turmes l'a bien expliqué dans *forum* 320, il faudrait prévenir à l'avance dans un tel débat les tactiques de clivage entre les intérêts parfois divergents des différentes parties prenantes, entre les axes écologique, économique et social.

Réduire le niveau de consommation particulièrement élevé au Luxembourg (l'empreinte carbone par tête d'habitant) pré suppose une conceptualisation intelligente



© Paul Hentgen / Construction du nouveau site de Creos à Roost

des questions liées à l'emploi et au pouvoir d'achat, au niveau de vie et à la qualité de vie des uns et des autres, autrement dit à la redistribution économique, à l'équité sociale et à la cohésion sociale.

Le modèle macroéconomique retenu devra préserver l'emploi et assurer le financement des institutions de l'État et du système de sécurité sociale (tout en les reconceptualisant). Ces questions sont bien sûr éminemment difficiles à théoriser et à opérationnaliser, et encore plus délicates à transposer et à implémenter politiquement. Voilà tout le défi. Non une excuse, faute de mieux, pour pérenniser la contemplation.

Ce n'est pas pour rien que les Verts se sont dotés d'un *think tank* en Allemagne (boell.de) et en Belgique (etopia.be), voire désormais également en France (thinktank.fnh.org). Quid au Luxembourg, au-delà du groupe de travail interne Grecofin (voir l'article de Mike Mathias dans *forum* 318) et des différents lieux d'apport extrapolitiques (Méco, CELL, CSDD, etc.) ?

Le sort ambigu et tragique de l'écologie politique

Ce qui signe le conformisme institutionnalisé des écologistes dits réalistes arrivés au pouvoir, signe en même temps leur rupture avec les origines contestataires du parti, de même que le risque d'émigration électorale et affiliative des « fondamenta-

listes ». C'est la quadrature du cercle, face au débat « politiser l'écologie et/ou écologiser la politique », d'aucuns diraient que c'est le prix à payer pour faire avancer les choses, fût-il sous forme de compromis mous (*greening*, *greenwashing*, ou : « comment la vision profondément subversive de l'écologie politique des années 1970 a-t-elle laissé place au très consensuel développement durable ? » Felli, 2008).

Routiniers de l'opposition politique, systématique et systémique, des années 1980, les partis verts ont accédé au pouvoir dans plusieurs pays européens au cours des années 1990. Rappelons que dans nos pays limitrophes, les Verts ont fait partie, non sans déchirements internes, des gouvernements Jospin, Schroeder et Verhofstadt. Après leur participation au gouvernement Ayraut, ils viennent de renoncer à intégrer le gouvernement Valls, ce que e. a. Daniel Cohn-Bendit n'a pas manqué de critiquer : la cause suprême (la mainmise sur la transition écologique/énergétique) aurait dû primer sur la clause de conscience (le refus de supporter plus longtemps le décalage entre paroles et actes).

La question de Marguerite

Même si les résultats de déi gréng aux législatives anticipées ne furent pas brillants, et que l'électeur n'a certes pas mandaté la coalition dite Gambie à ficeler un plan d'action en matière de sobriété, qui d'autre des partis au pouvoir pourrait se

porter crédiblement garant de ce débat, le faire entendre, crédiblement si ce n'est pas les Verts (dont l'engagement vient par ailleurs d'être validé aux élections européennes) ? À moins de ne pas l'investir, du fond du cœur, question là aussi de crédibilité, précisément, quant à leur propre fond de commerce... Ou bien préfère-t-on céder le pas aux alternatives écosocialistes et écomarxistes ?

Les membres gouvernementaux de déi gréng ont été interpellés au congrès 2014 du Méco sur leur silence depuis Rio+20 dans le débat sur la croissance et la société postcroissance, considérant qu'il s'agit d'une problématique sociopolitique fondamentale, transsectorielle, déclinant l'ensemble des dossiers de l'écologie politique.

Réponse, en résumé : question cruciale, il est vrai, relevant du débat sur le long terme, qu'il faudrait reprendre, dans un second temps, après avoir réglé les questions de première importance, et en comptant sur le Méco pour le rappeler...

Occasion ratée pour faire dudit débat un préalable, pour prioriser les jalons du changement culturel dès les premières négociations de *Realpolitik*, plutôt que de le reléguer au second rang, d'en faire une question subsidiaire, un débat philosophique et intraparadigmatique sur le long terme, s'il n'est pas renvoyé de la sorte aux calendes grecques, en tout cas aux prochaines élections, sinon au prochain

sommet du climat ou de la terre et à leurs rituels d'indignation habituels?

Quand Blanche Weber a tenté de glisser une simple phrase de remise en question du modèle de la croissance à la fin de l'émission Kloërtext (RTL, 06.04.2014), elle a récolté des réactions qui en disent long sur la crédibilité de l'avis conjoint CES-CSDD, sur le PIBienêtre (Raymond Weber avait déjà soulevé dans *forum* 293 la question de l'alibi politique).

Dans une coalition à trois, et qui ne se prolonge qu'à trois (c'est-à-dire moyennant la participation des écologistes – à la différence de ce qui vient de se jouer en France), il ne faudrait pas avoir peur de recourir à « une parole audible et forte sur tous les sujets majeurs », pour reprendre une formulation récente d'Emmanuelle Cosse (même si en France, le choix vient donc d'être fait – à tort ou à raison – de se faire entendre du dehors...).

Les plans directeurs sectoriels, réclamés et postposés depuis 30 ans, viennent d'être présentés à la Chambre des députés : mieux vaut tard que jamais ou moutarde après dîner ? Portent-ils la signature, convaincue et convaincante, de l'écologie politique ? L'occasion viendra pour en débattre plus en détail.

Débat sociétal et changement culturel

Jørgen Randers ne croit pas au changement culturel, paradigmatique, en l'absence de pouvoirs publics forts mandatés pour l'instaurer, alors que pour d'aucuns la démocratie représentative serait structurellement incapable de répondre aux problèmes de l'écologie. En revanche, l'idée défendue dans ces pages n'est pas de promouvoir une sorte d'écologie éclairée et autoritaire, imposée d'en haut, mais bien l'avènement – démocratique – d'une démocratie écologique (Dominique Bourg, John Dryzek), d'une citoyenneté postcosmopolitique (Andrew Dobson), d'une société conviviale, communaliste, collaborative et solidaire (Ivan Illich, Edgar Morin, Christian Arnspurger) ou encore d'une civilisation de l'empathie (Jeremy Rifkin).

Cela par le biais d'un débat sur les modalités de sortie du modèle de la croissance,

y compris de l'écologie néolibérale, de l'économie verte et du durabilisme consumériste, notamment sur la transition (Rob Hopkins) et la troisième voie (Edgar Morin) (la prospérité sans croissance de Tim Jackson, le contrat social vert de Konrad Ott, etc.) visant le dépassement des dualismes croissance-décroissance, marchand-non marchand, hyperconsommation-alterconsommation, conservationnisme-préservationnisme, économie environnementale-économie écologique,

**Pure utopie et perte de temps ?
Utopie : peut-être. Perte de temps : non. Car là où l'idéologie vise à préserver l'identité, l'utopie permet d'explorer le possible [...]**

soutenabilité faible-soutenabilité forte, efficacité suffisance, prospérité-sobriété, résignation-résilience (concernant la transition écologique, voir e. a. aussi les *think tank* cités ci-dessus).

Pure utopie et perte de temps ? Utopie : peut-être. Perte de temps : non. Car là où l'idéologie vise à préserver l'identité, l'utopie permet d'explorer le possible, les « possibilités latérales du réel » (Paul Ricoeur). Qui plus est, on peut préférer l'utopie plausible (Daniel Cohn-Bendit, selon le mot de Cornelius Castoriadis), l'utopie réaliste (Edgar Morin) ou encore l'utopie concrète (John Barry) au fatalisme, à la résignation et au miracle, sinon à l'utopie néolibérale et à son idéal de croissance voire à l'utopie cinétique de la mobilisation infinie, sous-tendant la foi dans le progrès des Modernes (Peter Sloterdijk).

La temporalité des changements de paradigme est par ailleurs généralement longue : à compter de la révolution écologique (Joachim Radkau) des années 1970 jusqu'à l'implémentation de la pensée verte au cœur de la société (sous forme du concept intégrateur du développement durable), il aura fallu du temps ; de même, l'idée de la postcroissance ne s'imposera pas à tous, au même moment, de la même manière et pour les mêmes raisons.

Dramaturgie ? Rien à voir. Plutôt que de miser en matière d'écologie politique sur

les effets d'une heuristique de la peur ou d'un catastrophisme moral (Hans Jonas), on peut convoquer (en plus du principe de précaution de la société du risque voire d'un contrat social fondé sur le risque d'Ulrich Beck) la notion de catastrophisme éclairé (Jean-Pierre Dupuy) : penser la catastrophe comme si elle avait déjà eu lieu, dans le but d'anticiper les actions permettant de la prévenir.

Ou, si l'on préfère, celle de catastrophisme ironique (Peter Sloterdijk) : incapable de tirer les leçons du passé, le lendemain de Tchernobyl tout comme de Fukushima (Cattenom : militer sous stopatom.lu à gauche, cautionner la ligne Sotel à droite...), dans une mobilisation infinie et une surenchère du pire, la seule catastrophe suffisamment convaincante pour l'humanité serait la catastrophe ultime, la fin du monde... (critique de la cinétique politique, déjà citée).

Peine perdue ? Non plus. Pourquoi en effet ne pas accorder un peu de crédit aux promoteurs de la transition et de la résilience écologiques, de l'altermondialisme (« un autre monde est possible » ; « autrement, moins et mieux ») et de la nouvelle culture de mobilisation, bref aux « cultural creatives » de ce monde (Paul Ray et Sherry Anderson) ?

Pour une société postcarbone (et postnucléaire)

Sans pouvoir approfondir ici les questions de sociologie électorale, on peut se demander si déi gréng ne peuvent pas compter sur la complicité tacite en matière de croissance, en l'occurrence verte, d'un électorat de type LOHAS (hédonistes moraux, néoécologistes libéraux).

En revanche, de récentes études menées en France (Andreas Huber) ont permis d'identifier trois sociomilieus émergents en termes de niveau socioéconomique et de dynamique de changement socioculturel : 1. écosolidaire (mouvement écologique traditionnel, congruence entre convictions, valeurs et mode de vie) ; 2. écoélite (qualité de vie, écoresponsabilité, incongruence toutefois entre éthique verte et mode de vie carbone) ; 3. classe créative (innovation, technophilie, dévelop-



© Paul Hentgen / Décharge

pement durable). Alors que l'empreinte carbone serait de loin la plus élevée dans les catégories bourgeoisie installée et néostandarding (réussite sociale, individualisme, matérialisme, consommation ostentatoire), l'écoélite serait la plus en mesure (ambition, motivation et ressources) de promouvoir la société postcarbone.

En insistant plus sur les convergences que sur les divergences en rapport avec les finalités écologiques du long terme, on pourrait considérer le sous-titre du travail d'Andreas Huber comme programmatique et fédérateur de la « nébuleuse écologique » à courants divergents (Gilles Lipovetsky) soit de l'hétérogénéité des « discours environnementaux » (John Dryzek) : « une variété de modes de vie pour une ambition unique : la société postcarbone ».

Jusqu'ici tout va bien

On peut évidemment estimer : qu'il n'y a aucune urgence, et que les prévisions alarmantes ou alarmistes de l'écologie politique sont fondées sur une mythologie spéculative (controverse sur le changement climatique anthropogénique etc.) ; que par défaut d'une gouvernance environnementale internationale (et nationale !) cohérente et efficace, puisque contrecarée par les lobbies du pouvoir et du capital (José Bové, Jean Ziegler), l'action locale et l'effort individuel sont dérisoires et sans impact ; que le modèle occidental contemporain de l'hyperconsommation

(Gilles Lipovetsky), en cours de mondialisation et d'appropriation par les économies émergentes, est de toute manière sans véritable alternative ; qu'il est illusoire de postuler un changement paradigmatique volontaire, c'est-à-dire non imposé par une catastrophe majeure ou par une sorte de fatalité ultime (implosion dans une logique d'autorégulation civilisationnelle ou d'écologie culturelle).

Les rationalisations en faveur du non-changement ne font en effet pas défaut : pourquoi se responsabiliser – et se priver – dans le court terme, en faveur d'un tiers qui ne fera que consommer davantage ? Et au nom de quoi (de quel contrat social, générationnel, transcontinental...), ce qui renvoie à la question non seulement de la morale mais également du sens ? Si, raison de plus, dans la longue durée, la civilisation matérielle (Dennis Meadows) est de toute façon vouée à disparaître au terme de l'interlude hédoniste de la civilisation du confort, de ce club des gaspilleurs (Peter Sloterdijk), alors pourquoi tenter l'impossible, sinon l'inutile (*self-fulfilling prophecy*) ?

Parler de changement, de choix et de renoncement ne va pas sans parler de psychologie motivationnelle : choisir, c'est renoncer, c'est accepter de perdre d'un côté, pour gagner de l'autre. C'est la problématique de l'autolimitation (Ivan Illich). C'est également celle du lâcher prise, bien connue en psychologie spirituelle

(transpersonnelle) et, dans un jargon plus « mainstream », en psychologie positive « mindfulness ».

Nombre de contemporains sont sans doute profondément ambivalents par rapport à l'idée d'une société postcroissance : ainsi, l'avenir postcapitaliste serait vécu par beaucoup comme à la fois nécessaire et inquiétant (Christian Arnsperger). Ce n'est dès lors pas sans raison qu'un récent ouvrage d'ATTAC est sous-titré « pour toutes celles et ceux qui aimeraient mais doutent qu'un autre monde soit possible. »

Pour d'autres il conviendrait d'aborder les questions de psychologie environnementale (de la mondialisation, de la durabilité, de la suffisance, etc.) par le biais de la psychologie humaniste, positive et du bien-être (Marcel Hunecke), d'autres se réfèrent à la psychologie sociale (Harald Welzer) ou encore aux approches écosystémiques et/ou psychodynamiques (Horst-Eberhard Richter).

Après nous le déluge !

En supposant, d'autre part, que le « mal-être » (René Kaës) ou le « global burn-out » (Pascal Chabot) n'est en somme rien d'autre qu'une pathologie de civilisation, autrement dit un trouble miroir des valeurs de l'excès (de l'exacerbation, de l'excitation, etc.) et de la maximisation de la société d'hyperconsommation, le débat ne constitue pour le moins pas un luxe tant à l'échelle de la société qu'à celle de l'individu.

Après nous le déluge ! Lorsque Madame de Pompadour a lâché cette formule, Louis XV venait de subir la défaite de la bataille de Rossbach. Ce fut en 1757, en Allemagne. En revanche, tout n'est pas encore perdu, aujourd'hui, au Luxembourg.

Alors, renouveau du modèle économique et social et promotion de la société postcroissance : partie liée et opportunité à saisir ou rencontre ratée, sinon même barrée, cela pour des raisons somme toute idéologiques, quitte à nous conduire droit dans le mur ? ♦